



**Make It Mandatory:** les arguments en faveur d'une  
évaluation et d'une divulgation obligatoires des entreprises  
sur la nature

# Résumé

[Voir le rapport complet](#)

Octobre 2022



**Business for Nature** est une coalition mondiale réunissant **plus de 75** organisations influentes et entreprises progressistes. Elle a pour but d'exprimer la voix commune d'entreprises réclamant des politiques pour inverser l'érosion de la nature dans les dix prochaines années.

**Plus de 1100** entreprises provenant de 70 pays ayant des revenus supérieurs à 5 trillions de dollars ont signé l'appel à l'action « Nature Is Everyone's Business » de Business for Nature, exhortant les gouvernements à adopter des politiques ambitieuses relatives à la nature. Business for Nature adopte une démarche intégrée visant à contribuer à un monde équitable positif pour la nature et neutre en carbone. En plus du plaidoyer mondial, la coalition **s'emploie également à** accélérer l'action sur la nature pour les entreprises et appuyer la mise en œuvre du Cadre mondial sur la biodiversité.

La Capitals Coalition est une initiative mondiale qui redéfinit la valeur en vue de transformer la prise de décisions. Elle se trouve au cœur d'un vaste réseau mondial qui s'est uni pour faire progresser l'approche capitaliste de la prise de décision.

La Coalition a pour ambition que d'ici 2030, la plupart des entreprises, des institutions financières et des gouvernements incluent la valeur du capital naturel, du capital social et du capital humain parallèlement au capital produit de manière traditionnelle et au capital financier dans leur prise de décision. Cette prise en compte permettra de créer un monde plus équitable, plus juste et plus durable.

Elle a publié deux protocoles internationaux : le Protocole du capital naturel et le Protocole du capital social et du capital humain. Ces deux protocoles constituent un cadre standardisé qui permet aux entreprises d'identifier, de mesurer et d'évaluer leurs impacts directs et indirects sur le capital naturel, le capital social et le capital humain ainsi que sur les dépendances à l'égard de ces derniers. Des guides et suppléments sectoriels existent pour la finance, les forêts, l'alimentation et les boissons, l'habillement et la biodiversité.

CDP est un organisme mondial sans but lucratif qui gère le système de divulgation des informations environnementales à l'échelle planétaire pour les entreprises, les villes, les états et les régions. Créé en 2000, le CDP travaille avec plus de 680 institutions financières et possède plus de 130 trillions d'actifs. Il a été le premier à utiliser les marchés financiers et les marchés privés pour inciter les entreprises à divulguer leurs impacts sur l'environnement, à réduire leurs émissions de gaz à effet de serre, à préserver les ressources en eau et à protéger les forêts.

Près de 20 000 organisations dans le monde ont divulgué leurs données par le biais du CDP en 2022, dont plus de 18 700 entreprises, représentant la moitié de la capitalisation boursière mondiale, et plus de 1100 villes, états et régions. Parfaitement aligné sur le TCFD (Fully Task Force on Climate-related Financial Disclosure), le CDP possède la plus vaste base de données environnementale au monde. Les scores du CDP sont largement utilisés pour orienter les décisions d'investissement et d'achat vers une économie neutre en carbone, durable et résiliente. Le CDP est un membre fondateur des initiatives « Science Based Targets », « The Investor Agenda », « Net Zero Asset Managers » et de la Coalition « We Mean Business ».



## Résumé

La divulgation d'informations relatives au climat s'impose à tous comme un sujet de première importance. En 2022, le taux de divulgation d'informations relatives au climat par le biais du CDP a augmenté de 42 % – le taux le plus élevé en presque dix ans – en matières de sensibilisation, d'ambition et d'actions prises concernant la réalisation des objectifs de 2050 issus de l'Accord de Paris.

Toutefois, selon de nouvelles études du CDP, bien que la divulgation d'informations relatives au climat ait bien progressé au sein des entreprises, la divulgation d'informations relatives à la nature n'a pas atteint la vitesse et l'échelle nécessaires pour arrêter et inverser l'érosion de la nature et limiter le réchauffement planétaire conformément aux objectifs de l'Accord de Paris.

**D'après la conclusion de la nouvelle analyse du CDP, la publication d'informations relatives à la nature est très en retard et les actions volontaires et climatiques ne suffisent pas**

- Bien que le nombre d'entreprises publiant des informations sur le climat, les forêts et la sécurité de l'eau ait augmenté entre 2021 et 2022, l'accroissement du fossé entre les divulgations d'informations sur le climat et celles sur la nature montre que les entreprises accusent un retard considérable dans la publication d'informations sur la nature.
- Plus de 18 600 entreprises dans le monde entier ont publié des données sur le changement climatique par le biais du CDP en 2022, soit une hausse de 42% par rapport à 2021.
- En revanche, à peine plus de 1000 entreprises ont publié des données sur les forêts, soit une hausse de 20,5% par rapport à l'année dernière. Parmi ces entreprises, on compte notamment la multinationale alimentaire **Danone**, la société pharmaceutique **GSK**, le leader technologique **HP Inc.** et l'entreprise de produits cosmétiques **L'Oréal**.
- Près de 4 000 (3 900) entreprises ont publié des données de sécurité par le biais du CDP en 2022, soit une hausse de 16% par rapport à 2021, entre autres, **Asahi Group**, un groupe japonais de boissons, **Lenovo**, une entreprise de technologie, **Unilever**, une entreprise de biens de consommation, et **Mahindra**, un constructeur automobile.

Plus de  
**18 600**

entreprises ont divulgué des données sur le changement climatique par le biais du CDP en 2022

Une augmentation de  
**42%**  
par rapport à 2021

## Nouvelles données du CDP

Près de  
**4 000**

entreprises ont divulgué des données sur la sécurité de l'eau par le biais du CDP en 2022, soit une augmentation de 16 % par rapport à 2021

Un peu plus de  
**1 000**

entreprises ont divulgué des données sur les forêts en 2022, soit une augmentation de 20.5 % par rapport à l'année dernière

Plus de  
**330** entreprises et institutions financières  
 de **52** pays

Avec des revenus totaux de  
**\$1.5** trillion

demandent aux gouvernements, lors de la COP15 de l'ONU sur la biodiversité, de

**#MakeItMandatory**

rendre obligatoire pour toutes les grandes entreprises et institutions financières l'évaluation et la divulgation de leurs impacts et dépendances à l'égard de la nature

**d'ici 2030**

### Ce manque de divulgation représente un risque fondamental pour les entreprises, les institutions financières et les pouvoirs publics

En 2021, alors que 69% des entreprises ont rendu compte des risques liés au climat par le biais du CDP, à peine 6,5% ont rendu compte des risques liés à la nature. Non seulement cela expose les entreprises à un risque non quantifié associé à l'érosion de la nature, mais cela signifie également qu'elles n'identifient pas les opportunités d'investissement qui se présentent dans le cadre de la gestion de ces risques. Les entreprises doivent intégrer la nature et investir dans cette dernière au lieu de tarder ; l'inaction entraîne des coûts significativement plus élevés que l'action.

En raison de ce manque de divulgation, les pouvoirs publics ne disposent pas des informations nécessaires pour mettre en œuvre des changements et en suivre les progrès. En retour, les entreprises et les institutions financières n'ont pas la certitude politique dont elles ont besoin pour investir et changer leurs modèles d'entreprise.

### C'est pourquoi entreprises et institutions financières réclament une action réglementaire pour rendre la divulgation obligatoire

Plus de 330 entreprises et institutions financières mondiales, de 52 pays et représentant \$1,5 trillion, sollicitent les chefs d'État afin qu'ils adoptent la déclaration d'ambition de la Cible 15 lors de la COP15 CBD des Nations Unies exigeant de toutes les grandes entreprises et institutions financières qu'elles évaluent et divulguent obligatoirement leurs impacts sur la biodiversité et leurs dépendances à l'égard de cette dernière d'ici 2030. Ces entreprises et institutions financières ayant signé la déclaration représentent ensemble plus de 100 milliards de dollars, parmi lesquelles notamment **Aviva Investors, BNP Paribas, Danone, GSK, H&M, Holcim, Natura & Co, Rabobank, Unilever, Sainsbury's, et Yara.**

De nombreuses entreprises prennent déjà des mesures pour contrer leurs impacts sur la nature car elles reconnaissent que leur succès en dépend à l'avenir. Olam, une entreprise du secteur agroalimentaire, Natura & Co, une entreprise de produits cosmétiques, Solvay, une entreprise de produits chimiques, et de nombreuses autres utilisent régulièrement le protocole sur le capital naturel afin d'évaluer leurs impacts et leurs dépendances et les intégrer dans leurs processus standard de prise de décision. H&M, le géant de la mode, utilise le Filtre des risques associés à l'eau du WWF pour évaluer les risques dans ses opérations et sa chaîne d'approvisionnement. BNP Paribas, la deuxième plus grande banque d'Europe, s'est engagée à atténuer ses impacts sur la biodiversité ainsi qu'à évaluer et divulguer son processus par le biais du cadre d'initiative Act4Nature.

Toutefois, les entreprises reconnaissent que les actions volontaires ne permettront pas à elles seules la transformation économique nécessaire pour atteindre les objectifs mondiaux en matières de climat et de nature. En mai 2022, 91% des entreprises ayant répondu à une [consultation publique](#) ont convenu de la nécessité d'exiger des entreprises qu'elles évaluent et divulguent obligatoirement leurs impacts sur la nature ainsi que leurs dépendances à l'égard de cette dernière.

**L'évaluation et la divulgation obligatoires permettront d'uniformiser les règles du jeu et aideront les entreprises à tirer parti des possibilités d'investissement qu'offre la nature**

Aujourd'hui, [les questions environnementales telles que l'érosion de la biodiversité et le changement climatique](#) sont les principaux risques pour l'économie mondiale. Le présent rapport montre comment l'évaluation et la divulgation obligatoires des impacts et dépendances à l'égard de la nature suscitent une prise d'actions des entreprises et apportent des avantages financiers. Non seulement la divulgation obligatoire offre un meilleur accès aux marchés et aux capitaux, mais elle permet également aux entreprises et aux pouvoirs publics de suivre leurs progrès, de les comparer à ceux de leurs pairs et d'identifier les risques et opportunités.

Pour la société, les avantages sont clairs. Le passage à une économie respectueuse de la nature permettra de créer [près de 400 millions d'emplois](#) et une valeur commerciale annuelle de plus de 10 milliards de dollars d'ici 2030.

**L'évaluation et la divulgation obligatoires des impacts et dépendances à l'égard de la nature sont à l'horizon**

Nous disposons déjà des outils permettant aux entreprises et institutions financières de faire progresser la valorisation de la nature et de la biodiversité, le reporting et la divulgation, notamment à travers [le Protocole sur le capital naturel](#), le cadre bêta [Taskforce on Nature-related](#)

[Financial Disclosures](#) (TNFD), la prochaine norme IFRS sur la divulgation des informations sur la durabilité par [l'International Sustainability Standards Board](#) (ISSB), [les orientations](#) du réseau Science Based Targets Network et la [divulgation](#) annuelle des entreprises sur les forêts et l'eau par le biais du CDP.

Au cours des deux dernières années, nous avons vu l'introduction d'une [législation](#) en France exigeant que les institutions financières divulguent les risques liés à la biodiversité et au climat. Dans l'Union européenne, le [Règlement sur la divulgation des informations relatives à la finance durable](#) exige des entreprises

qu'elles divulguent les activités qui nuisent aux zones sensibles pour la biodiversité.

Les éléments probants recueillis ici montrent que les entreprises du monde entier se tournent vers les dirigeants mondiaux pour qu'ils mettent en œuvre des politiques exigeant des entreprises qu'elles évaluent et divulguent leurs impacts sur la nature et leurs dépendances à l'égard de cette dernière. Il est souhaitable et nécessaire de mettre un terme à l'érosion de la biodiversité et la mettre sur la voie de la régénération d'ici 2030.

